

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Faits et méfaits

- Politique -

Date de mise en ligne : vendredi 10 décembre 2010

Démocratie & Socialisme

10 points de différence entre Ipsos et la Sofres

Le 4 décembre, TNS-Sofres annonce que la cote de confiance de Nicolas Sarkozy est à son plus bas niveau en n'obtenant que 24 % en décembre contre 26 % pour le mois précédent. L'institut précise que le taux des personnes n'ayant aucune confiance en Sarkozy est de 71 %. François Fillon, quant à lui, bénéficierait de la confiance de 35 % des Français, une baisse de 3 points par rapport à novembre.

Le 5 décembre, le baromètre Ipsos/le Point annonce que 35 % des Français (+5 points) se déclarent désormais favorables à l'action du président de la République. 61 % émettent un avis défavorable. François Fillon, quant à lui, continue son ascension (chez IPSOS) avec 48 % d'opinions favorables (+5 points).

10 points de différence entre les deux « sondages » pour Sarkozy, 13 points pour Fillon ! Et il s'agit là de sonder une opinion immédiate, pas une intention de vote au 2ème tour, 18 mois avant l'élection et avant, bien évidemment, les résultats du 1er tour.

Cela n'empêchera bien sûr pas les médias de persévérer dans leur tentative de façonner l'opinion en nous rebattant les oreilles avec des cascades de « sondages » sur les intentions de vote au second tour de la présidentielle de 2012 et en évitant, surtout, de discuter des programmes des partis politiques.

Gérard Longuet : « Ou on sort de l'euro ou en sort des 35 heures »

Le président du groupe UMP du Sénat a, au moins, eu le mérite de mettre les pieds dans le plat et de pointer clairement la principale fonction de l'euro : imposer la flexibilité du travail et la stagnation des salaires.

Longuet s'est peut-être quand même, de son propre point de vue, engagé un peu vite car si l'on donnait le choix aux habitants de notre pays entre l'euro et les 35 heures, le résultat ne ferait guère de doute. Ce ne serait pourtant pas la solution car la dévaluation et l'inflation qui résulteraient de la sortie de l'euro seraient catastrophiques.

Mais le rejet de l'Union européenne libérale et de tous ses instruments atteint un point tel que beaucoup ont de plus en plus de difficultés à ne pas vouloir vider le bébé avec l'eau du bain.

DSK et les élections en Irlande et en Catalogne

DSK avait, hélas, applaudi aux résultats des dernières élections locales grecques. Pourtant, 60 % des électeurs inscrits s'étaient abstenus (54 %) alors que le vote est obligatoire en Grèce, sous peine d'amende pouvant atteindre 1 000 euros en cas de récidive, ou avaient voté blanc (6 %). Malgré cela, DSK avait vu dans le vote de moins de 20 % des électeurs inscrits en faveur du premier Ministre socialiste Papandréou le soutien majoritaire de la population grecque au plan d'austérité imposé par les dirigeants de l'Union européenne et le FMI.

Curieusement, DSK n'a pas jugé opportun de faire de commentaire sur le résultat des dernières élections en Irlande

et en Catalogne.

Il est vrai qu'en Irlande, le gouvernement irlandais a payé cher son soutien au plan d'austérité de l'Union européenne et du FMI. Le parti au pouvoir, le Fianna Fail, vient de perdre deux députés sur deux lors de la législative partielle de Donegal (nord-ouest de l'Irlande).

En Catalogne, la politique d'austérité de José Luis Zapatero (17,5 % de la population active au chômage en Catalogne) et sa morgue face au sentiment national catalan ont été très sévèrement sanctionnés. Les nationalistes catalans l'ont très largement emporté avec 62 sièges sur 135 au Parlement régional et le parti socialiste catalan n'a obtenu que 28 sièges contre 37 auparavant. C'est sa défaite la plus lourde depuis le début des élections régionales en Espagne, en 1980.

Fillon veut « concilier rigueur et réformes »

Dans son discours devant l'Assemblée Nationale, le 23 novembre dernier, le « nouveau » premier Ministre s'est voulu rassurant : son gouvernement allait concilier « rigueur et réformes ».

Autant dire qu'il allait concilier austérité et austérité, agression contre le salariat et agression contre le salariat car les contre-réformes de Sarkozy-Fillon n'ont jamais eu d'autres objectifs.

Cette lapalissade lui a valu une « standing ovation » des députés parlementaires UMP. C'est dire où ils en sont.

« On peut tailler dans le budget d'un État comme dans celui d'une entreprise »

C'est ce que déclare benoîtement au journal La Tribune, le 7 décembre, Martin Sorrell, patron de WPP, numéro un mondial de la publicité. Une activité socialement des plus utiles.

Ce personnage apporte son soutien aux énormes coupes budgétaires dans le budget britannique (25 % en quatre ans !) et offre le gouvernement de David Cameron en exemple aux gouvernements du monde entier. Pour ceux qui avaient encore quelque illusion sur la vision des multinationales, les voilà servis.

Martin Sorrell a, cependant, raison sur un point, tailler dans le budget d'un État comme dans celui d'une entreprise a exactement le même objectif : préserver les intérêts des actionnaires quel qu'en soit le coût pour les salariés de l'entreprise ou la population du pays.

Mais, concernant les budgets des États, cette affirmation est parfaitement stupide car si tous les gouvernements suivaient l'exemple des conservateurs anglais, la demande mondiale s'effondrerait en même temps que les salaires et les prestations sociales. Les entreprises ne trouveraient donc plus de débouchés pour leurs produits (à commencer par les entreprises de publicité) et l'économie mondiale serait plongée dans une profonde récession.

Cela n'empêche pas la plupart des gouvernements dans le monde d'essayer de suivre l'exemple du gouvernement britannique. Mais, à l'inverse du Royaume-Uni, le droit de grève existe encore dans bien des États, ce qui ne facilite

pas leur tâche.

L'appel de Cantona

Plusieurs milliers de personnes ont, le mardi 7 décembre, retiré l'argent qu'elles avaient sur leurs comptes bancaires.

Les banques ont réagi à cet appel avec leur arrogance habituelle. Les Etats se prosternent devant elles, ce ne sont donc pas quelques milliers de gueux, même menés par un ex avant-centre, qui vont les impressionner ! Si vous voulez retirer votre argent, au-delà de 2 000 euros, il faudra avoir prévenu votre banque plusieurs jours à l'avance ont-elle aussitôt annoncé.

Voilà qui donner confiance à tous les déposants qui estimaient qu'ils pouvaient disposer librement de l'argent qu'ils avaient déposé sur leurs comptes. Ce coup de force des banques aura exactement le résultat inverse de celui attendu : à la moindre crise de confiance, les files d'attente des déposants s'allongeront devant chaque banque. La meilleure méthode pour faire écrouler le système bancaire comme un jeu de dominos.

Cette arrogance des banques ruinent les efforts de cette pauvre Madame Lagarde qui avait pris, le 29 septembre 2010, deux arrêtés pour « rétablir la confiance des déposants », qu'elle savait mise à rude épreuve.

Le 1er arrêté était destiné à garantir les dépôts (globaux par banque) d'un client à hauteur de 100 000 euros au lieu de 70 000 et à lui permettre de rentrer dans ses fonds au bout de 20 jour (à compter de l'enregistrement de sa demande) au lieu de 8 mois.

Le deuxième imposait aux établissements financiers une cotisation exceptionnelle pour abonder le fonds de garantie des dépôts. Au total, 270 millions d'euros versés en 3 fois, en 2010, 2011, 2012, afin de porter le montant du fonds de garantie à 2 milliards d'euros.

L'appel de Cantona a, en effet, obligé les médias à être un peu plus curieux qu'en septembre et à publier des chiffres qui montrent à quel point ces 2 milliards sont dérisoires. Le total des dépôts des particuliers en France s'élève à 1 307 milliards d'euros ! Avec 2 milliards d'euros, et 100 000 euros par déposant, seuls les 20 000 premiers arrivés seront servis ! Avec une moyenne de 5 000 euros par déposant, seuls les 400 000 premiers auront l'espoir de retrouver leurs fonds. Or, les déposants, en France se comptent par dizaines de millions.

Le retrait massif des dépôts, nous l'avons déjà souligné, n'est pas une solution car elle plongerait l'économie dans le chaos et les premiers à payer serait les plus vulnérables. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille continuer à laisser les banques et la finance prendre en otage les peuples européens, en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Espagne et bientôt en France.

Il vaut mieux prévenir que guérir et pour cela, il faut faire entrer les banques, toutes les banques dans le secteur public, diriger poliment leurs dirigeants vers la sortie (sans parachutes dorés) et leur imposer de renoncer à toute forme de spéculation pour se consacrer uniquement au financement de l'économie.

Il s'agit donc d'aller bien-au delà de ce que demande Martine Aubry qui se contente de plaider pour que les banques refassent « de l'économie au lieu de ne faire que de la finance ». Ce qui, malheureusement, n'engage pas à grand-chose.